

Senator Grosart will be very grateful to you for summarizing the position as related to their questions.

[Translation]

Mr. Dequae: He has asked if the investments of European countries between themselves create the same problems. I believe they create far fewer problems, as these are European investments and, since 1958, the European economy is progressively becoming a reality. However the same difficulties could arise if an industry from a certain country concentrated its investments in key sectors for the purpose of obtaining control of a specific industry. There are examples, I believe. Let me simply mention the automobile industry and the difficulties that arose within Europe two or three years ago. Thank you, Mr. Chairman.

[English]

The Joint Chairman (Senator Aird): Thank you very much. I am sure also, Mr. Dequae, that Senator Flynn is grateful for your reply. You also touched on multinational companies, hot money, the Canadian tariff and U.S. investments and the assets. I am sure that we are all grateful for your summary of the general discussion. Are there any further questions on this topic, gentlemen?

Mr. Walker: Would it be possible, Mr. Chairman, for one very quick one? I have seven here but I am being very disciplined.

The Joint Chairman (Senator Aird): Thank you very much, Mr. Walker. Will you settle for one?

Mr. Walker: Yes. Could I just ask the gentlemen this? Is the concern really the question of economic independence or is it political sovereignty that has brought this whole problem before all of us? I often think we do not listen to the man in the street often enough who has arrived at simplistic solutions five years ago, on this. Is it the economic independence or its relationship to our own political right of making our own decisions that is concerning all of us? Could I ask for any reaction to this question?

The Joint Chairman (Senator Aird): Mr. Dequae.

[Translation]

Mr. Dequae: Mr. Chairman, I do not believe that investments threaten the economic independence of regions as they are all subjected to the laws of the country where they are made. However, to go back to the case I have mentioned, where investments are concentrated in a deliberate fashion in one specific sector in order to acquire a very highly concentrated majority of ownership, then it is certain that national enterprises in the same sector find themselves in an extremely difficult situation, made even more difficult by the fact that these investments represent only a fraction of a much larger industry situated in the United States or in other parts of the world. Then, I believe, economic independence in a specific area can be threatened.

le sénateur Grosart vous seront très reconnaissants d'avoir résumé la position en ce qui concerne leurs questions.

[Texte]

M. Dequae: Il a demandé si les investissements des pays européens entre eux créent les mêmes problèmes? Je crois que cela crée beaucoup moins de problèmes puisque ce sont des investissements européens et quand même maintenant, depuis 58, l'économie européenne devient progressivement une réalité. Cependant les mêmes difficultés peuvent se présenter lorsque l'industrie d'un certain pays concentre ses investissements dans des secteurs-clé dans le but d'obtenir des positions-clé dans une industrie déterminée. Il y a des exemples, je crois; pensons à l'industrie-automobile et les difficultés que cela a provoqué même au sein de l'Europe il y a trois ou quatre ans. Merci monsieur le président.

[Traduction]

Le coprésident (Le sénateur Aird): Merci beaucoup. Je suis aussi certain, monsieur Dequae, que le Sénateur Flynn vous remercie de votre réponse. Vous avez aussi parlé de compagnies multinationales, d'argent suspect, du tarif canadien et d'investissements américains et de propriétés. Je suis sûr que nous sommes tous reconnaissants de votre résumé de la discussion générale. Y a-t-il d'autres questions à ce sujet, messieurs?

M. James Walker, député: Serait-il possible, monsieur le président, de poser une brève question? J'en ai sept ici, mais je suis très bien discipliné.

Le coprésident (le sénateur Aird): Merci beaucoup, monsieur Walker. Seriez-vous satisfait de celle-là?

M. Walker: Oui. Puis-je demander à ces messieurs cette question? Est-ce une inquiétude réelle de l'indépendance économique ou est-ce une question de souveraineté politique qui a amené tout ce problème à votre attention? Je pense souvent que nous n'écoutons pas l'homme dans la rue assez souvent qui a trouvé des solutions simplistes il y a cinq ans à ce sujet. Est-ce l'indépendance économique ou est-ce le rapport à notre droit politique de prendre nos propres décisions qui nous concernent tous?

Puis-je demander s'il y a aucune réaction à cette question?

Le coprésident (Le sénateur Aird): Monsieur Dequae.

[Texte]

M. Dequae: Monsieur le président, je ne crois pas que par les investissements l'indépendance économique des régions entre en jeu, parce que toutes les implantations sont quand même soumises au droit du pays où elles s'établissent. Cependant, de nouveau dans le cas que j'ai cité, lorsque ces investissements d'une façon délibérée se concentrent dans un secteur déterminé de façon à avoir la majorité et une majorité très concentrée, alors il est certain que les entreprises nationales du secteur se trouvent dans une situation extrêmement difficile et d'autant plus difficile que ces investissements ne sont qu'une partie d'une industrie beaucoup plus grande encore qui se trouve aux États-Unis et dans les autres parties du monde. A ce moment, je crois que le problème de l'indépendance économique d'un secteur déterminé peut se présenter.